3. Aide publique au développement

Gérard Perroulaz et Antonio Girardi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/627>

DOI : 10.4000/aspd.627

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 269-286

ISBN : 2-88247-049-5

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Gérard Perroulaz et Antonio Girardi, « 3. Aide publique au développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 22-1 | 2003, mis en ligne le 30 mars 2010, consulté le 08 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/aspd/627> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.627>

3. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

COMMENTAIRE

Evolution de l'aide publique suisse et comparaison avec l'ensemble des pays du CAD (graphiques 7 à 10)

Le Comité d'aide au développement (CAD) publie des données statistiques sur les ressources financières destinées aux pays en développement. Le CAD distingue l'aide destinée aux pays en développement (comptabilisé dans l'agrégat statistique APD, aide publique au développement) et l'aide publique destinée aux pays en transition (pays en développement dits «avancés» et pays en transition, soit une partie des pays de l'ancien bloc de l'Est). La liste complète des deux catégories de pays figure à la fin de cet *Annuaire*.

Graphique 7 : Evolution de l'aide publique des pays du CAD (1986-2001) en milliards de dollars courants (axe de gauche) et en % du RNB (axe de droite)

Sources : OCDE, rapports du CAD, *Coopération pour le développement*.

L'aide publique au développement des pays du CAD a baissé de 7,3 % de 1999 à 2001. Elle est passée de 0,33 % du RNB (revenu national brut) à 0,22 % du RNB de 1992 à 2001. Cette aide s'éloigne donc de plus en plus de l'objectif fixé par les Nations unies (0,7 % du RNB). La Suisse n'a jamais souscrit à cet objectif, mais a déclaré en 1992 (Conférence de Rio) et rappelé ces dernières années qu'elle souhaitait atteindre une aide de 0,4 % du RNB.

Pour la Suisse (graphique 8), il faut rappeler que l'APD a été exceptionnellement importante en 1992, année de l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods. Sans tenir compte de cette année-là, on peut constater que l'APD a augmenté de 1986 à 1995 et baisse depuis 1995. L'APD de la Suisse en pourcentage du RNB stagne depuis 1994.

L'aide aux pays en transition (ancien bloc de l'Est; aide publique – AP) reste relativement modeste. Il faut toutefois préciser que l'aide aux Etats de l'ex-Yougoslavie, très importante depuis le début des années 90, n'est pas comprise dans l'agrégat statistique d'aide publique aux pays en transition, mais dans l'APD, puisque ces Etats ont été inclus dans le groupe des pays en développement. Dans la partie 4, on voit l'importance de l'aide aux Etats de l'ex-Yougoslavie.

Graphique 8 : Evolution de l'aide publique de la Suisse, 1986-2001
en millions de francs courants (axe de gauche) et en % du RNB (axe de droite)

Sources : OCDE, rapports du CAD, *Coopération pour le développement*.

Les graphiques 9 et 10 de la page suivante montrent qu'en 2001, seuls cinq pays du CAD dépassent l'objectif des 0,7 % du revenu national brut fixé par les Nations unies : le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suède. La moyenne pondérée des pays du CAD se situait à 0,22 % du RNB en 2001.

Graphique 9 : APD nette des pays membres du CAD en 2001 (mia. de dollars)

Graphique 10 : APD nette des pays membres du CAD en 2001 (en % du RNB)

Sources : OCDE, rapports du CAD, *Coopération pour le développement*.

Répartition géographique de l'aide bilatérale

(tableaux 3.4 et 4.2)

La répartition des versements d'aide bilatérale de la Suisse par continent est assez semblable à celle des versements effectués par l'ensemble des pays membres du CAD. Les différences entre pays donateurs sont plus importantes lorsque l'on examine les principaux pays bénéficiaires de l'aide. Les grandes puissances soutiennent surtout les régions et pays d'importance stratégique ou des marchés en pleine expansion. La Suisse accorde une priorité aux pays les plus défavorisés.

Les Nations unies recommandent aux pays donateurs de verser une aide aux PMA (pays les moins avancés) représentant au moins 0,15 % de leur RNB. En 2001, l'aide de la Suisse destinée aux PMA a représenté 0,10 % du RNB, alors que la moyenne pour tous les pays du CAD se situe à 0,06 % du RNB.

Voir aussi la partie 4 pour la répartition géographique de l'aide selon les régions et continents.

Evolution comparée des différentes composantes de l'aide (graphique 11)

Si l'on part d'un index 100 en 1988, le graphique 11 permet de constater que l'aide des communes suisses a stagné, voire baissé de 1988 à 2001. L'aide des cantons suisses a été beaucoup plus volatile, ce qui est dû en grande partie aux variations très fortes de l'aide de certains cantons. Dans l'ensemble, l'aide des cantons et communes suisses a subi les conséquences directes des réductions budgétaires. L'augmentation de l'aide des ONG financée par les collectes de fonds des organisations a été légèrement plus forte que l'augmentation de l'ensemble de l'APD (de la Confédération, des cantons et des communes).

Graphique 11 : Evolution de l'AP(D) et de l'aide des ONG 1988-2001
(index 1988: 100)

Sources: Swissaid, *Aide suisse aux pays en développement*, 1988-1990, Berne; iuéd/DDC, *Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale*, publications de 1991 à 2000, Genève; DDC, service statistique.

Aide des ONG

Comme le montre le graphique 12, l'aide des ONG financée par leurs fonds propres est en nette augmentation depuis 1985. Ce graphique ne comporte que les montants d'aide financés par les fonds propres des organisations, et non les projets de coopération gérés par les ONG, mais financés grâce à des contributions de cantons, de communes ou de la DDC. Les données ci-dessous correspondent aux montants versés dans des pays en développement ou des pays en transition pour financer des projets de coopération ou des actions humanitaires. Elles ne correspondent donc pas non plus au montant des collectes des œuvres d'entraide auprès du public suisse, car une partie des collectes sert à financer les frais d'administration des ONG ainsi que leurs frais de marketing et ceux liés aux campagnes de récolte de fonds.

Graphique 12: Evolution de l'aide des ONG en Suisse, 1985-2001
(en millions de francs courants)

Sources: Swissaid, *Aide suisse aux pays en développement*, 1988-1990, Berne; iuéd/DDC, *Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale*, publications de 1991 à 2000, Genève; DDC, service statistique.

3.1. Vue d'ensemble de l'aide publique et privée versée par la Suisse

Versements nets de la Suisse

A. Aide publique au développement APD pour les pays en développement (partie I de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de francs			En % du total		
Aide bilatérale	1101	1060	1086	74	70	71
Dons	1094	1026	1085	74	68	71
Prêts	8	34	2	1	2	0
Aide multilatérale	379	444	444	26	30	29
Total	1480	1504	1530	100	100	100

B. Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale et pays en développement plus avancés (partie II de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de francs			En % du total		
Aide bilatérale	95	98	93	91	100	89
Dons	93	96	89	90	98	85
Prêts	2	2	3	1	2	3
Aide multilatérale	9	0	12	9	0	11
Total	104	98	105	100	100	100

C. Dons des organismes privés bénévoles, en millions de francs

Types de contributions	1999	2000	2001
Dons destinés aux pays en développement	275	274	304
Dons destinés aux pays de la partie II de la liste du CAD	19	14	12

Source: <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 13e, 38e, 39e.

¹ Voir la liste de classification des pays par le CAD (parties I et II) p. 319.

Définition du CAD pour les tableaux 3.1. et 3.2.

- ❑ **Aide publique au développement APD.** Prêts ou dons accordés aux pays figurant dans la partie I de la liste du CAD (pays en développement). Voir liste à la fin de cet *Annuaire*.

L'APD est versée par le secteur public dans le but de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie, à des conditions financières libérales (dans le cas des prêts, l'élément de libéralité doit être d'au moins 25 %).

- ❑ **Aide publique.** Apports qui répondraient aux critères d'inclusion dans l'APD, mais dont les bénéficiaires figurent dans la partie II de la liste du CAD (pays en transition, soit les pays d'Europe centrale et orientale et les pays en développement plus avancés).
- ❑ **Aide bilatérale.** Versements directs d'un pays donneur à un pays bénéficiaire de l'aide. Les versements à des organismes multilatéraux pour des projets spécifiques choisis par le pays donneur sont compris dans l'aide bilatérale. En Suisse les contributions au CICR sont aussi comptabilisées dans l'aide bilatérale.
- ❑ **Aide multilatérale.** Versements d'un pays donneur acheminés par l'intermédiaire d'une organisation internationale ayant des activités dans le domaine du développement. La contribution est qualifiée de multilatérale dès lors qu'elle se fond avec les contributions des autres pays membres de l'organisme et que celui-ci décide seul de l'affectation de ces ressources.

Source : OCDE, Coopération pour le développement, Rapport 2000.

3.2. Vue d'ensemble de l'aide publique et privée versée par les pays du CAD

Versements nets des pays membres du CAD

A. Aide publique au développement APD

Pour les pays en développement (partie I de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de dollars			En % du total		
Aide bilatérale	37 878	36 049	35 022	67	67	67
Dons	33 922	33 028	33 409	60	61	64
Prêts	3 956	3 021	1 613	7	6	3
Aide multilatérale	18 551	17 685	17 314	33	33	33
Total	56 429	53 734	52 336	100	100	100

B. Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale

et pays en développement plus avancés (partie II de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de dollars			En % du total		
Aide bilatérale	4 852	4 880	3 632	75	71	65
Dons	4 763	4 944	3 967	74	72	71
Prêts	89	-64	-335	1	-1	-6
Aide multilatérale	1 616	1 972	1 942	25	29	35
Total	6 468	6 852	5 574	100	100	100

C. Dons des organismes privés bénévoles, en millions de dollars

Types de contributions	1999	2000	2001
Dons destinés aux pays en développement	6 715	6 935	7 289
Dons destinés aux pays de la partie II de la liste du CAD	2 232	2 524	3 151

Source: <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 13e, 38e, 39e.

¹ Voir la liste de classification des pays par le CAD (parties I et II) p. 319.

3.3. Aide publique et privée en Suisse aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs

	2000			2001		
	Bilat.	Multilat.	Total	Bilat.	Multilat.	Total
Aide aux PVD	1 329 397	445 286	1 774 683	1 407 585	443 817	1 851 402
APD	1 057 370	445 286	1 532 067	1 088 250	443 817	1 532 067
DDC	746 483	369 196	1 174 238	809 019	365 219	1 174 238
<i>Coop. au développement</i>	418 559	343 544	762 103	447 847	336 680	784 527
<i>Aide humanitaire</i>	226 828	25 652	252 480	217 709	28 539	246 248
<i>Coopération avec l'Est</i>	46 721	–	46 721	64 865	–	64 865
<i>Contrib. de programme aux ONG suisses</i>	54 265	–	54 265	54 641	–	54 641
<i>seco</i>	166 576	27 469	194 045	149 181	25 859	175 040
<i>Coop. au développement</i>	102 288	27 469	129 757	93 653	25 859	119 511
<i>Coopération avec l'Est</i>	64 288	–	64 288	55 529	–	55 529
ODR	79 464	–	79 464	73 709	–	73 709
DFAE	19 400	10 416	29 815	20 211	10 673	30 884
AFF	5 900	15 204	21 104	–	15 694	15 694
OFEFP	1 444	12 863	14 307	3 225	15 347	18 572
DDPS	–	–	–	250	–	250
OFSP	40	6 836	6 876	100	7 225	7 325
OFA	2 527	3 138	5 665	–	3 654	3 654
OFES	4 225	–	4 225	3 342	–	3 342
<i>Institut suisse de météorologie</i>	–	25	25	–	26	26
DETEC	–	54	54	–	28	28
<i>Office vétérinaire fédéral</i>	–	85	85	–	92	92
<i>Frais administratifs, non ventilé</i>	9 024	–	9 024	6 750	–	6 750
<i>Cantons</i>	14 159	–	14 159	13 437	–	13 437
<i>Communes</i>	8 128	–	8 128	9 027	–	9 027
Aide des ONG, sur fonds privés	272 027	–	272 027	319 335	–	319 335

→

ODR: Office fédéral des réfugiés

DFAE: Département fédéral des affaires étrangères

AFF: Administration fédérale des finances

OFEFP: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage

DDPS: Département fédéral de la défense, de la population et des sports

OFSP: Office fédéral de la santé publique

OFA: Office fédéral de l'agriculture

OFES: Office fédéral de l'éducation et de la science

DETEC: Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

3.3. Aide publique et privée en Suisse aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs

	2000			2001		
	Bilat.	Multilat.	Total	Bilat.	Multilat.	Total
Aide aux pays en transition²	111 688	10 608	122 296	104 847	12 554	117 401
Aide publique	97 758	10 608	108 367	93 557	12 554	106 111
DDC	40 957	–	40 957	45 846	–	45 846
<i>Coop. au développement</i>	1 386	–	1 386	1 634	–	1 634
<i>Aide humanitaire</i>	9 607	–	9 607	9 410	–	9 410
<i>Coopération avec l'Est</i>	29 904	–	29 904	34 726	–	34 726
<i>Contrib. de programme aux ONG suisses</i>	60	–	60	75	–	75
<i>seco</i>	53 038	7 798	60 836	43 992	9 029	53 021
<i>Coop. au développement</i>	–	–	–	16	–	16
<i>Coopération avec l'Est</i>	53 038	7 798	60 836	43 976	9 029	53 005
DFAE	364	–	364	518	–	518
OFEFP	–	2 810	2 810	–	3 525	3 525
OFSP	–	–	–	–	–	–
OFES	1 469	–	1 469	1 361	–	1 361
Institut suisse de météorologie	–	–	–	–	–	–
Cantons	697	–	697	911	–	911
Communes	1 233	–	1 233	930	–	930
Aide des ONG sur fonds privés	12 937	–	12 937	11 290	–	11 290
Autres apports du secteur public³	12 694	–	12 694	11 825	–	11 825
<i>seco</i>	12 694	–	12 694	11 825	–	11 825
<i>Coop. au développement</i>	12 694	–	12 694	10 825	–	10 825
<i>Coop. avec l'Est</i>	–	–	–	1 000	–	1 000

Source : DDC, service statistique.

² Aide à l'Est et aux PED plus avancés.

³ Autres apports du secteur public ne remplissant pas les conditions pour faire partie de l'APD/AP.

3.4. Aide publique au développement

Les vingt premiers pays destinataires (2001)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Versements de la Suisse 2001 ^p				Versements des pays membres du Comité d'Aide au Développement 2001 ^p			
Pays	Mio Fr.	%	Σ %	Pays	Mio Fr.	%	Σ %
1. Yougoslavie, Rép. Féd.	57,7	5,3	5,3	1. Pakistan	3 269	4,0	4,0
2. Mozambique	39,4	3,6	8,8	2. Inde	2 877	3,5	7,4
3. Inde	37,2	3,4	12,2	3. Indonésie	2 532	3,1	10,5
4. Etats ex-Youg., non spéc.	35,1	3,2	15,4	4. Chine	2 463	3,0	13,5
5. Tanzanie	28,7	2,6	18,0	5. Vietnam	2 420	2,9	16,4
6. Burkina Faso	21,5	2,0	20,0	6. Yougoslavie, Rép. Féd.	2 203	2,7	19,1
7. Bosnie-Herzégovine	21,1	1,9	21,9	7. Egypte	2 117	2,6	21,6
8. Népal	20,9	1,9	23,8	8. Tanzanie	2 081	2,5	24,1
9. Bangladesh	20,7	1,9	25,7	9. Ethiopie	1 821	2,2	26,3
10. Vietnam	18,3	1,7	27,4	10. Bangladesh	1 727	2,1	28,4
11. Bolivie	18,0	1,6	29,0	11. Mozambique	1 577	1,9	30,3
12. Pérou	15,2	1,4	30,4	12. Nicaragua	1 566	1,9	32,2
13. Pakistan	15,0	1,4	31,7	13. Zones admin. palestin.	1 459	1,8	34,0
14. Afrique du Sud	13,6	1,2	33,0	14. Ouganda	1 320	1,6	35,6
15. Afghanistan	12,6	1,1	34,1	15. Bolivie	1 229	1,5	37,1
16. Niger	12,4	1,1	35,3	16. Honduras	1 143	1,4	38,5
17. Tchad	12,0	1,1	36,4	17. Ghana	1 100	1,3	39,8
18. Tadjikistan	11,8	1,1	37,4	18. Bosnie-Herzégovine	1 078	1,3	41,1
19. Equateur	11,7	1,1	38,5	19. Philippines	973	1,2	42,3
20. Zones admin. palestin.	10,7	1,0	39,5	20. Maroc	871	1,1	43,3
Autres pays	256,6	23,3	62,8	Autres pays	37 045	42,5	83,6
Non spécifié ¹	408,8	37,2	100,0	Non spécifié ¹	14 307	16,4	100,0
Total²	1 099,1	100,0		Total³	87 180	100,0	

Sources : pour la Suisse: DDC, service statistique.

Pour le CAD : <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableau 25e.

Remarque : la répartition par pays montre que les grandes puissances soutiennent surtout les régions d'importance stratégique, des pays dont les marchés sont en pleine expansion ou les anciennes colonies. La Suisse accorde la priorité aux pays traversant une crise humanitaire ou les plus défavorisés.

^p chiffres provisoires.

¹ La destination de ces versements n'est pas spécifiée car ils concernent plusieurs pays simultanément.

² Total aide bilatérale.

³ Total aide bilatérale des pays membres du CAD, des organismes multilatéraux et des pays arabes. C'est pourquoi ce total diffère de celui indiqué dans le tableau 3.1.A.

3.5. Contributions multilatérales d'aide publique au développement et d'aide publique, par organisation, en milliers de francs

Organisation	2000	2001
Aide publique au développement multilatérale	445 286	443 817
Organisations spécialisées des Nations Unies	134 225	139 917
PNUD, Programme des Nations unies pour le développement	52 000	52 000
UNICEF, Fonds des Nations unies pour l'enfance	17 000	17 000
HCR, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés	13 000	13 000
FNUAP, Fonds des Nations unies pour la population	11 500	12 000
UNRWA, Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient	9 421	11 100
PNUE, Programme des Nations unies pour l'environnement	4 468	4 897
ONUSIDA, Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA	2 200	4 000
OMS, Programmes spéciaux	4 954	3 619
OCHA, Bureau de la coordination des affaires humanitaires	298	1 902
ONUDI, Organisation des Nations unies pour le développement industriel	1 793	1 793
PAM, Programme alimentaire mondial	1 500	1 499
OIM Organisation monadiale des migrations	1 041	1 038
PNUCID, Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues	847	847
UNIFEM, Fonds de développement des Nations unies pour la femme	800	800
UNV, Volontaires des Nations unies	500	600
CLD, Convention sur la lutte contre la désertification	325	518
IRNUDS, Institut de recherche des Nations unies pour le développement social	96	96
UNITAR, Institut des Nations unies pour la formation et la recherche	95	95
CCNU, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	120	–
Contributions générales à des organisations des Nations unies comptabilisables en partie	12 267	13 112
Institutions financières de développement et leurs fonds spéciaux	290 466	267 448
IDA, Association internationale de développement	140 000	140 000
FAfD, Fonds africain de Développement	92 067	46 034
PPTE Fonds de l'IDA en faveur des pays pauvres très endettés	25 000	23 462
FIDA, Fonds international de développement agricole	151	17 718
FAsD, Fonds asiatique de développement	10 631	13 926
FRPC, Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du FMI	8 204	8 515
FMI, Fonds fiduciaire du Fonds monétaire international	7 000	7 179
BM Banque mondiale	3 285	3 423
AMGI, Agence multilatérale de garantie des investissements	–	3 102
BAfD, Banque africaine de développement (capital ordinaire)	1 964	1 918
BID, Banque interaméricaine de développement	1 427	1 570
BAsD, Banque asiatique de développement	737	601

Organisation	2000	2001
Autres institutions multilatérales	20 594	36 452
GCRAI, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	3 019	11 021
FEM Fonds pour l'environnement mondial	8 432	10 575
GFATM Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme	–	4 950
AIF Agence intergouvernementale de la francophonie	–	4 325
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	3 124	3 148
UICN Union mondiale pour la nature	1 190	1 198
ICDDR Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques	–	850
CABI, Centre for Agriculture and Bioscience International	51	118
CITES, Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction	75	81
CCIC, Comité consultatif international du coton	21	25
ACCT, Agence de coopération culturelle et technique	4 233	–
WCD Commission mondiale des barrages	450	–
Autres institutions	–	162
Aide publique multilatérale (Aide à l'Est et aux PED plus avancés)	10 608	12 554
BERD, Banque européenne pour la reconstruction et le développement	7 798	9 029
FEM, Fonds pour l'environnement mondial	2 811	3 525

Sources : DDC, service statistique.

3.6. Contributions cantonales destinées aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs

A. Aide aux pays en développement (comprise dans l'APD)

Cantons	2000	2001	Fr./hab.	Capacité financière
APD (tot. ou moy.)	14 159,0	13 437,0	2,0	100
Genève	3 428,0	3 405,0	8,5	130
Appenzell Rh.-Ext.	100,0	124,0	8,3	59
Bâle-Ville	1 337,0	1 331,0	7,0	158
Jura	230,0	320,0	4,6	31
Bâle-Campagne	1 086,0	1 062,0	4,1	120
Zoug	1 920,0	242,0	2,5	218
Zurich	2 802,0	2 900,0	2,4	157
Neuchâtel	315,0	335,0	2,0	58
Glaris	48,0	75,0	1,9	78
Nidwald	25,5	48,0	1,3	124
Vaud	520,0	764,0	1,3	95
Argovie	600,0	670,0	1,2	100
Saint-Gall	560,0	540,0	1,2	82
Schaffouse	43,0	71,0	1,0	106
Schwyz	241,5	118,0	0,9	96
Valais	73,5	213,0	0,8	30
Berne	150,0	695,0	0,7	66
Uri	20,0	26,0	0,7	67
Tessin	250,0	218,0	0,7	78
Obwald	18,8	21,0	0,7	40
Thurgovie	100,0	95,0	0,4	87
Grisons	42,0	50,0	0,3	75
Lucerne	150,0	65,0	0,2	72
Soleure	85,0	40,0	0,2	87
Fribourg	12,0	8,0	0,0	52
Appenzell Rh.-Int.	2,0	0,0	0,0	60

3.6. Contributions cantonales destinées aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs (fin)

B. Aide aux pays en transition, aide à l'Est et aux PED plus avancés

Cantons	2000	2001	Fr./hab.	Capacité financière
Aide aux pays en transition	696,7	911,0	0,13	100
Zoug	6,5	290,0	3,0	218
Appenzell Rh.-Ext.	–	20,0	1,3	59
Bâle-Ville	241,0	219,0	1,1	158
Jura	25,0	50,0	0,7	31
Bâle-Campagne	24,2	77,0	0,3	120
Soleure	10,0	48,0	0,2	87
Tessin	–	32,0	0,1	78
Zurich	220,0	100,0	0,1	157
Saint-Gall	20,0	20,0	0,0	82
Berne	–	35,0	0,0	66
Grisons	46,5	6,0	0,0	75
Schaffouse	–	2,0	0,0	106
Nidwald	–	1,0	0,0	124
Argovie	–	10,0	0,0	100
Appenzell Rh.-Int.	–	1,0	0,0	60
Fribourg	–	–	–	52
Genève	–	–	–	130
Glaris	–	–	–	78
Lucerne	–	–	–	72
Neuchâtel	–	–	–	58
Obwald	0,5	–	–	40
Schwyz	–	–	–	96
Thurgovie	–	–	–	87
Uri	3,0	–	–	67
Valais	100,0	–	–	30
Vaud	–	–	–	95

Source : DDC, service statistique.

Capacité financière: Ordonnance fixant la capacité financière des cantons pour les années 2000 et 2001, du 17 novembre 1999, RO 28.12.1999, n° 51, pp. 3545-3548.

Population: OFS, 1998, Neuchâtel.

3.7. Contributions communales destinées aux pays en développement et aux pays en transition¹

Versements en 2000 et 2001, en milliers de francs

Cantons/communes	Aide aux pays en développement		Aide aux pays en transition (Aide à l'Est et aux PED plus avancés)	
	2000	2001	2000	2001
Aide aux PVD (comprise dans l'APD)	8 128,0	9 027,0	1 232,9	930,0
Argovie	165,9	86,0	–	5,0
Appenzell Rh.-Ext.	5,0	6,0	2,0	0,0
Bâle-Campagne	253,7	292,0	166,4	18,0
<i>dont: Reinach</i>	80,0	95,0		
<i>Allschwil</i>	52,0	57,0		
Bâle-Ville	230,0	200,0	170,0	170,0
<i>dont: Riehen</i>	230,0	200,0	170,0	170,0
Berne	637,2	602,0	235,0	241,0
<i>dont: Ville de Berne</i>	240,0	220,0		
<i>dont: Ittingen</i>			150,0	150,0
<i>Muensingen</i>	143,0	136,0		
<i>Thun</i>	55,0	50,0		
<i>Muri bei Bern</i>	54,8	49,0		
Fribourg	31,6	29,0	–	2,0
Genève	3 620,0	3 982,0	360,9	190,0
<i>dont: Ville de Genève</i>	1 300,0	<i>n.d.</i>	135,0	<i>n.d.</i>
<i>Lancy</i>	376,0	430,0		
<i>Meyrin</i>	200,0	362,0		
<i>Carouge</i>	293,0	293,0		
<i>Cologny</i>	176,1	180,0		
<i>Plan les Ouates</i>	127,0	170,0		
<i>Grand-Saconnex</i>	10,0	150,0		
<i>Bermex</i>	121,0	143,0		
<i>Veyrier</i>	99,0	99,0		
<i>Thônex</i>	100,0	96,0		
<i>Chêne-Bougeries</i>	108,4	93,0		
<i>Versoix</i>	66,5	87,0		
<i>Vandoeuvres</i>	68,8	68,0		
<i>Troinex</i>	62,2	62,0		
<i>Chêne-Bourg</i>	57,0	60,0		
<i>Onex</i>	52,0	59,0		
<i>Vernier</i>	220,0	0,0		
Glaris	–	–		
Grisons	31,5	52,0	–	–
Jura	9,9	10,0	2,0	2,0
Lucerne	122,2	135,0	1,0	3,0
<i>dont: Ville de Lucerne</i>	86,0	102,0		

¹ Communes dont la contribution dépasse 50'000 francs en 2001.

Cantons/communes	Aide aux pays en développement		Aide aux pays en transition (Aide à l'Est et aux PED plus avancés)	
	2000	2001	2000	2001
Neuchâtel	130,3	129,0	3,0	3,0
<i>dont: Ville de Neuchâtel</i>	77,5	73,0		
Obwald	0,3	0,0		
Schaffouse	51,7	65,0		5,0
<i>dont: Ville de Schaffouse</i>	48,0	57,0		
Soleure	64,1	85,0	5,0	16,0
Saint-Gall	204,3	255,0	16,5	26,0
<i>dont: Stadt St.-Gallen</i>	136,0	180,0		
<i>Jona</i>	50,0	47,0		
Thurgau	74,6	99,0		
<i>dont: Frauenfeld</i>	69,5	79,0		
Tessin	52,6	88,0		
<i>dont: Lugano</i>	23,0	54,0		
Uri	2,5	2,0	–	–
Valais	107,3	51,0	10,5	20,0
Vaud	244,3	274,0	36,9	18,0
<i>dont: Lausanne</i>	146,7	160,0		
<i>Pully</i>	43,0	57,0		
Zoug	422,0	438,0	11,5	7,0
<i>dont: Ville de Zoug</i>	277,0	278,0		
<i>Baar</i>	140,0	150,0		
Zurich	1 667,3	2 147,0	212,2	204,0
<i>dont: Zurich</i>	500,0	800,0		
<i>Illnau-Effretikon</i>	210,0	178,0		
<i>Winterthur</i>	109,0	150,0		
<i>Maur</i>	98,0	142,0		
<i>Herrliberg</i>	51,5	132,0		
<i>Kloten</i>	120,0	120,0		
<i>Zumikon</i>	0,0	75,0		
<i>Opfikon</i>	68,0	68,0		
<i>Uitikon Waldegg</i>	50,0	62,0		
<i>Meilen</i>	65,0	60,0		

Source: DDC, service statistique.

3.8. Aide privée des ONG, projets financés par les fonds privés (2001)

Principaux pays destinataires	2000 Millions de francs	2001	%	Σ %
1. Rép. féd. Yougoslavie	38,6	27,2	8,2	8,2
2. Inde	16,8	21,6	6,5	14,8
3. Cambodge	2,6	20,0	6,0	20,8
4. Mozambique	9,0	11,0	3,3	24,1
5. Soudan	9,9	10,7	3,2	27,3
6. Brésil	7,8	8,5	2,6	29,9
7. Honduras	5,6	7,0	2,1	32,0
8. Colombie	5,7	6,9	2,1	34,1
9. Tanzanie	4,3	6,7	2,0	36,2
10. Nicaragua	6,6	5,9	1,8	37,9
11. Ethiopie	6,5	5,9	1,8	39,7
12. Albanie	2,4	5,8	1,8	41,5
13. El Salvador	2,4	5,7	1,7	43,2
14. Bolivie	4,9	5,6	1,7	44,9
15. Pérou	3,1	5,5	1,7	46,5
16. Philippines	5,5	5,2	1,6	48,1
17. Afghanistan	3,3	5,1	1,5	49,6
18. Turquie	5,3	5,0	1,5	51,2
19. Bosnie-Herzégovine	4,3	4,8	1,5	52,6
20. Rép. Dém. Congo	3,8	4,5	1,3	54,0
Autres pays	136,8	152,2	46,0	100,0
Total projets financés par les fonds privés	285,0	330,6	100,0	

Source : DDC, service statistique.